Nous, organisations syndicales, associations, formations politiques des Alpes de Haute Provence, exigeons le **RETRAIT de la LOI ASILE et IMMIGRATION** portée par le gouvernement, soutenue par la droite et directement inspirée du programme de l'extrême-droite.
Cette loi serait un nouveau recul inacceptable des droits des étrangers en France car elle bafoue l'histoire et les valeurs de notre République : **LIBERTÉ**, **ÉGALITÉ** et **FRATERNITÉ**.

Le candidat Macron s'était présenté comme un rempart à l'extrême-droite lors de l'élection présidentielle de 2022. Le Président Macron s'est pourtant corrompu avec les idées de cette même extrême-droite en faisant entrer des pans entiers de son programme xénophobe dans la loi française. Comble du cynisme, le Président de la République reconnaît lui-même que certaines dispositions de la loi ne sont sans doute pas constitutionnelles. Le Conseil Constitutionnel se prononcera le 25 janvier prochain sur cette question.

Au-delà de la défaite morale, il faut rappeler les conséquences qu'entraînerait cette loi:

- Fin de l'automaticité du droit au sol
- Déchéance de nationalité
- Fin du versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) aux étrangers
- Réintroduction du délit de séjour irrégulier
- Caution demandée aux étudiants étrangers
- Attribution des allocations familiales basée sur la préférence nationale
- Fin programmée de l'Aide Médicale d'Etat
- Rupture d'égalité entre les citoyen.nes
- Durcissement des conditions du regroupement familial

Tout est fait pour désigner l'étranger comme le bouc émissaire des problèmes de notre pays. L' « étranger » responsable de l'évasion fiscale ? de l'inflation ? Des attaques contre les droits des travailleur.euses ? de la casse des services publics? De la mort de notre hôpital public ? Ce n'est pas sérieux !

Cette loi régressive devait être promulguée, elle dresserait les citoyen.nes les un.es contre les autres et fracturerait plus encore notre société.

Nous saluons la démarche des présidents d'universités, des personnels de santé, des représentants d'associations, des organisations syndicales et de tous nos concitoyen.nes qui déclarent refuser d'appliquer cette loi et qui veulent faire valoir l'**égalité des droits pour chaque personne résident.e dans notre pays.**
Nous appelons solennellement le Département et sa présidente, Mme Bareille, ainsi que tou.tes les élu.es du territoire des Alpes de Haute Provence à rejoindre les collectivités « en résistance »

Nous appelons tous les habitant.es des Alpes de Haute Provence à se mobiliser et à participer à la manifestation du 20 janvier.

Nous, organisations syndicales, associations, formations politiques des Alpes de Haute Provence, serons présents dans l'unité pour combattre ce texte jusqu'à son retrait final.

Nous appelons solennellement le Président de la République à ne pas promulguer la LOI ASILE et IMMIGRATION

Premiers signataires : Solidaires, RESF04, UL CGT Digne, Libre pensée 04, LDH04, Parti de Gauche 04, France insoumise 04, Parti Communiste 04, Nouvelle Donne, ...